

Situation économique et financière

Croissance économique et développement

La Guinée présente de très nombreux atouts naturels : façade maritime longue de plus 300 km, un important potentiel hydrologique (« château d'eau » d'Afrique) et agricole, un sous-sol particulièrement riche en minerais (bauxite (1^{ère} réserve mondiale de bauxite (1/3 du total) et 2^{ème} producteur mondial après l'Australie), fer (3 Mds T de réserves), or et diamant), frontières partagées avec six pays, etc. **Mais son économie demeure relativement peu diversifiée et structurellement vulnérable aux chocs exogènes, notamment sur les matières premières** : **(i) la contribution du secteur agricole au PIB est relativement modeste (18%)** alors que ce secteur emploie près de 70% de la population active ; **(ii) le secteur secondaire (36% du PIB) est principalement dominé par les activités minières** qui, avec la bauxite et plus marginalement l'or (environ 15T/an) et le diamant, représentent 85% des exportations du pays ; l'énergie est également un secteur stratégique, tant pour les investissements en cours que pour les effets d'entraînement sur les autres activités : 4 projets de barrages sont prévus - dont le plus important (Souapiti) - devrait permettre une production additionnelle de plus de 500 MW (contre 774 MW dans tout le pays aujourd'hui) ; enfin, **(iii) le secteur tertiaire (46% du PIB)** est quant à lui porté par le commerce, le transport, les télécommunications et les activités financières.

En dépit des nombreux atouts, les indicateurs socio-économiques de ce PMA demeurent fragiles. Avec une population de 12,4 millions d'habitants et un PIB de 13,4 Mds USD, la Guinée demeure au bas du classement IDH, occupant le 175^{ème} rang sur 189 pays en 2018. Plus de la moitié des Guinéens (53%) vivaient en dessous du seuil national de pauvreté qui est 8 815 GNF/personne/jour (0,9 EUR). Par ailleurs, l'économie reste encore largement informelle avec une part estimée à plus de la moitié du PIB. L'emploi informel occuperait près de 70% de la force de travail du pays. L'espérance de vie à la naissance dépasse à peine 60 ans. **Les autorités ont défini leur stratégie de développement dans le PNDES 2016-2020**, qui avait récolté en 2017 des promesses d'engagements financiers d'investisseurs privés et bailleurs institutionnels estimés à plus de 20 Mds USD.

Après le rattrapage post-Ebola (croissance de 10%/an en 2016-2017), **le rythme de croissance de l'économie guinéenne a ralenti depuis 2018 (+6,2%)** mais demeure dynamique, porté par le secteur extractif, notamment. En 2019, compte tenu de la situation socio-politique et de performances minières impactées par une saison des pluies particulièrement forte, **la croissance a légèrement ralenti à 5,6%. En 2020, la perspective de croissance était attendue à 5,8%** notamment grâce à l'entrée en production de nouveaux sites miniers (site de GAC, augmentation de la production de CBG, etc.) et la mise en activité du barrage hydroélectrique de Souapiti. **Mais celle-ci a été révisée à la baisse à 2,9% en raison de l'impact de la pandémie COVID-19**, et notamment de la sensibilité de la croissance guinéenne au retournement des cours de matières premières, en particulier minières. **Le FMI table sur un rebond de la croissance dès 2021 à 7,6%.**

Finances publiques

Dans le cadre du programme économique et financier avec le FMI, les autorités font des efforts en matière de consolidation budgétaire. Néanmoins, la pression fiscale, particulièrement faible à 12,8% du PIB en 2019, peine à progresser. Les autorités misent notamment sur le déploiement massif du Numéro d'identification fiscal permanent (NIFP), la digitalisation en cours des opérations de déclaration et de paiements de taxes/impôts (e-impôt) ou encore le recoupement des régies financières douanières et fiscales. **En 2019, grâce à d'importants ajustements, le déficit budgétaire s'est établi à 0,5% du PIB, mais celui-ci pourrait fortement se creuser en 2020 à hauteur de 4,3% du PIB en raison de l'impact du COVID-19** sur le niveau des dépenses (mise en place d'un plan de riposte estimé à près de 340 M EUR) et sur celui des recettes, notamment douanières.

L'encours de la dette publique de la Guinée rapporté au PIB a décliné en 2019, s'établissant à 34,2% du PIB (contre 37,4% du PIB en 2018 et 39,6% du PIB en 2016). **Le pays demeure en catégorie de risque de surendettement modéré.**

Politique monétaire

Ces dernières années, **les autorités sont parvenues à une relative stabilisation du taux de change du Franc Guinéen GNF vis-à-vis du dollar USD.** Dans le cadre du programme avec le FMI, les autorités se sont engagées à ne pas dépasser un différentiel de 2% entre le taux de change officiel de la Banque centrale et celui du marché libre. Le taux de change, du fait que la Guinée importe la large majorité de ses biens intermédiaires et de consommation, joue un rôle très important dans l'évolution de l'inflation. **Celle-ci est demeurée à un chiffre sur l'année 2019, conformément à l'objectif de l'autorité monétaire et maintenu pour l'année 2020.** D'après le FMI, en 2019, l'inflation moyenne est estimée 9,1% et devrait ralentir à 8,1% en 2020. A fin décembre, les **réserves de change s'établissaient à 3,2 mois d'importations de biens et services.**

Climat des affaires

Si le climat des affaires s'est amélioré ces dernières années, beaucoup d'efforts restent à faire. Le pays se classe au 156^{ème} rang mondial sur 190 pays dans le classement *Doing Business 2020*. Des progrès ont été accomplis en matière de délai et de coût de création d'entreprises mais le climat des affaires reste miné par la faiblesse du cadre juridique, l'insuffisance des infrastructures énergétiques et de transport (seulement 25% du réseau routier bitumé, à peine plus de 1000 km de chemins de fer, etc.), les lourdeurs administratives et les pratiques de corruption.

Source : FMI, WEO, avril 2020	2018	2019	2020p	2021p
Croissance en volume (en %)	6,18	5,65	2,92	7,61
Inflation (moyenne, en %)	9,83	9,47	8,50	8,00
Solde public dons inclus en recettes (% PIB)	-1,06	-0,47	-4,26	-4,08
Dette publique (% PIB)	38	34,5	43,8	45,3
Solde courant, yc transferts officiels (% PIB)	-18,7	-13,7	-22,9	-16,1